



Contribution de Michel JOUVET

michel.jouvet.01@orange.fr

Covid-19 Glanage 4 Approfondir et poursuivre la réflexion 05.05.2020

L'ignorant affirme, le savant doute, le sage réfléchit – Aristote

L'équipe du Conseil de développement recense diverses tribunes et points de vue publiés dans la presse. Leur lecture est à la fois l'occasion de surprises et d'approfondissements de la réflexion

*J'ai essayé, en voyageant dans ces lectures mais aussi d'autres qui me sont propres, d'approfondir mes connaissances et ma réflexion. Ce moment historique nous appelle à stimuler notre intelligence pour mieux comprendre et essayer de nous projeter sur l'après-crise. Ces lectures m'ont amené à reformuler à l'essentiel des constats parfois contradictoires, exprimer des interrogations ou impressions de manière incomplète et subjective. Je les ai déjà livrés dans 4 textes intitulés *Penser par nous-mêmes* et *Glanage 1, 2 et 3* (*).*

*Je livre ici un nouvel écrit, *Glanage 4*. Ma méthode de travail a évolué en citant les auteurs des textes et en résumant leur propos. L'exercice est difficile et j'ai le droit à l'erreur. C'est à chacun de réagir en le complétant pour le débat et l'échange.*

Regards et questionnements sur le monde aujourd'hui

L'intérêt de la philosophie stoïcienne pour mieux vivre la crise sanitaire (Xavier Pavie)

« *Il y a des choses qui dépendent de nous, il y a des choses qui n'en dépendent pas* » (Épictète). La philosophie stoïcienne, par rapport à la philosophie épicurienne ou cynique, est pertinente pour mieux vivre la crise actuelle mais cela nécessite un travail, s'appuyant sur 4 vertus : la sagesse (accueillir ce qui se passe avec sérénité, ne pas chercher un coupable), la justice (interagir avec les autres, éduquer, respecter les consignes), la modération (ne pas céder à la panique de l'achat, contrôler ses impulsions et ses plaisirs), le courage (prendre des décisions pour le bien commun).

Le rôle du philosophe est de dresser un diagnostic du présent, pas de deviser sur l'avenir (Roger-Pol Droit)

Il ne faut pas ressasser des idées d'avant comme le font trop d'intellectuels médiatiques pour qui tout va changer sur l'air de « *j'avais raison* ». Le rôle du philosophe est, avec humilité, de faire émerger de ce qui arrive des réalités indiscernables.

Le Corona virus changera-t-il notre attitude envers la mort ? (Yuval Noah Harari)

L'homme contemporain est convaincu que la science peut tromper la mort alors qu'au cours des siècles, il s'était soumis à l'idée, renforcée par la religion, d'une fin inéluctable. La mort serait un « bug » technique que la science résoudra tôt ou tard, de même que l'épidémie. La science a déjà connu des succès : allongement de la durée de vie ou diminution de la mortalité infantile. Elle était le domaine des prêtres en soutane noire, aujourd'hui c'est celui des experts en blouse blanche. Il n'est pas sûr que la pandémie change notre rapport à la mort alors que nous cherchons déjà les coupables.

Sortons de nos croyances idéologiques (Yves Citton et Jacopo Rasmi)

Nous devons travailler à un changement anthropologique de nos croyances. Depuis les années 1970, où certains ont constaté l'insoutenable de notre système, nous avons perdu un demi-siècle pour agir.

Sortir de la crise et les biais cognitifs : comment déjouer les tours de nos croyances ? (Anne-Laure Sellier)

Le prix Nobel d'économie de 1979, Daniel Kahneman, a formalisé le concept des biais cognitifs qui sont des déviations d'un traitement rationnel de l'information pouvant avoir des conséquences dramatiques. Nous les avons subis avec force dès le début de l'épidémie avec la croyance que « *tout ne va pas aussi mal qu'on le dit* ». Nous pouvons recourir à 2 types de décisions pour parer à ces biais cognitifs. La première est simple : revisiter rationnellement notre besoin de sortir et le limiter. La seconde et plus exigeante : questionner la croyance du retour à la normale avec son rythme effréné et ses conséquences.

L'idéologie du confinement national n'est qu'un ruineux cauchemar (François Héran)

Fermer nos frontières aux seuls migrants (0,6 % des entrées en France) serait une erreur : le virus ne différencie pas le migrant du voyageur. La France détient le record mondial des voyageurs avec, en 2018 hors migration, 89 millions d'entrées. On peut estimer à 400 000 les entrées/an de migrants non européens. 140 000 citoyens européens s'installent. La tendance à franchir toujours plus les frontières est une lame de fond.

Sortir d'un intermonde angoissant et bavard (Jean-Pierre Le Goff)

Dans un univers anxigène, il faut différencier la réalité et le flot d'images et de commentaires avec leurs effets de sidération nous écartant de la raison. Si la pandémie est grave, ce n'est pas un tsunami meurtrier déferlant sur l'humanité. L'être humain ne peut pas vivre dans la distanciation sociale et le confinement. Il a besoin de relations et d'échanges avec ses semblables. Pour beaucoup, le seul rapport contemplatif n'y répond pas.

Aujourd'hui, les utopies prétendent avoir réponse à tout : l'écologie punitive et rédemptrice nous assène ses leçons, le règne des « y a qu'à faut qu'on » prédomine, la démagogie populiste se développe : « Il suffit de faire payer les riches et les patrons », le néolibéralisme mondialisé serait la cause de tous les maux bien que les virus ne l'aient pas attendu pour sévir. À l'ère des démocraties individualistes, la crise sanitaire pose la question de l'autorité de l'État et de la confiance dans ses représentants avec les beaux parleurs déconnectés des réalités et ceux qui essaient de constituer des repères au milieu de la tourmente.

Quelles leçons tirées de la crise ?

Coronavirus : tirer des leçons, mais de quoi ? (Philippe Silberzahn)

Beaucoup se contentent de voir dans la crise la confirmation de leurs croyances (méfaits de la mondialisation, nécessité de la transition écologique, mauvaise gestion de l'hôpital, mensonges des gouvernants...). Le risque est de ne pas en tirer des leçons utiles pour anticiper la prochaine crise ; la seule arme pour y échapper est l'examen critique des modèles mentaux à l'œuvre dans la période actuelle.

Heureusement les gouvernants, contrairement à 1929, ont tiré les leçons des erreurs (Daniel Cohen)

Cette crise n'est pas celle de 1929 qui fut une crise financière contaminant l'économie réelle. Cette fois, les banquiers centraux ont soutenu les États. Il faut emprunter sur des durées longues... jusqu'à 50 ans d'autant que les taux d'intérêt sont bas et devraient le rester. Au niveau mondial, il faut que le FMI et la banque mondiale aident les pays vulnérables pour éviter que 500 millions de personnes basculent dans la grande pauvreté. Il faut protéger la santé publique en évitant l'effondrement économique ; pour cela le multilatéralisme est indispensable. Les dirigeants n'ont pas le droit à l'erreur pour éviter la poussée populiste.

La crise sanitaire montre que le pouvoir du politique est bien réel (Hartmut Rosa)

Avec la crise, une décélération historique des tendances libérales et sociétales est en cours alors qu'elles s'amplifiaient. L'action politique que l'on disait impuissante peut être efficace. Les décroissants en rêvaient, le Covid 19 l'a fait. C'est un arrêt hyper accéléré où nous sommes en mode panique. Confrontés à nos calendriers devenus vides, nous faisons tout pour les combler.

Pour abandonner ce qui nous a formés pendant des décennies, nous devons prendre du recul pour entrer dans un processus ouvert dont nous ne savons pas le résultat. Acceptons d'être touchés et transformés par quelque chose hors de notre contrôle, d'arrêter notre activité et d'écouter ce qui fait résonance, individuellement ou collectivement. Trois issues à la crise sont possibles : dévastation du monde entier avec une misère inéluctable, retour aux anciennes routines, adoption d'un avenir ouvert où nos initiatives peuvent faire la différence.

Résister à la peur en temps épidémique : la leçon de Giono à partir du « Hussard sur le toit » (Mathieu Laine)

Face à l'épidémie de choléra, Giono en 1951 nous fait découvrir, dans son roman, l'égoïsme, la lâcheté, la dénonciation, les théories du complot... Comment garder raison et rester libre quand la peur domine ? Il faut développer des valeurs positives, ne pas négliger le sanitaire tout en préservant l'économie, savoir tirer les leçons de ses erreurs, préserver une démocratie qu'on ne dirige pas comme une tyrannie. Il faut se méfier de ceux qui, dans la politique politicienne, agissent la main sur le cœur, avec des couteaux tirés.

Le Covid à long terme ne sera qu'une maladie de plus (Santiago Amigorena)

Le Covid est une guerre immédiate qui peut faire perdre ou rapporter à court terme mais à long terme ce ne sera qu'une maladie de plus avec laquelle il faudra vivre et qui tuera beaucoup moins de personnes que d'autres maladies. La faim ou la pauvreté tuent 25 000 personnes/jour dans le monde selon la FAO.

Il n'y aura pas de transition énergétique et écologique sur un champ de ruines (Marc Fontecave)

Accuser l'homme produisant du CO2 responsable de la pandémie est un retournement idéologique et une absurdité scientifique ; l'humanité a subi des épidémies effroyables bien avant le réchauffement climatique. Ces affirmations idéologiques ne servent qu'à préparer le combat post-Covid pour donner la priorité absolue à la transformation énergétique et écologique. Les priorités sont ailleurs : retrouver la croissance et l'emploi en aidant notamment l'automobile et l'aviation ; réduire notre dépendance vis-à-vis des leaders mondiaux des énergies renouvelables (panneaux solaires, batteries) la Chine et les États-Unis ; développer notre capacité industrielle dans les secteurs clés de la santé.

Quand le monde village devient un archipel, un accélérateur de fractures

Le monde est redevenu celui du chacun pour soi (Patrick Poncet et Olivier Vilaça)

En quelques jours, le monde du chacun pour soi de chaque État s'est imposé, alors que la communauté internationale est inaudible en l'absence d'un exécutif mondial indispensable pour lutter contre les virus. Aux États-Unis, c'est à l'intérieur du pays que cela se produit. Le seul acteur à la hauteur de l'épidémie c'est le réseau mondial des scientifiques qui travaille pour trouver des solutions : le nationalisme scientifique serait-il aux oubliettes ?

Une amplification des fractures (Jean-Yves le Drian)

La crise sanitaire amplifie les fractures internationales avec la remise en cause du multilatéralisme, comme l'illustre la politique américaine avec sa décision de suspendre le financement de l'OMS, seule organisation pour lutter contre la pandémie et dont il faudrait renforcer les compétences avec la constitution d'un Haut conseil de la santé humaine et animale sur le modèle du GIEC. C'est aussi l'accentuation de la compétition pour la maîtrise de l'information. Avec le repli sur eux-mêmes, les États-Unis laissent à la Chine un rôle prédominant sur la scène internationale. Elle détient 40 % de la dette des pays africains (18 milliards d'euros pour 40 pays) et n'est pas favorable à l'annulation prônée par la France, bien qu'elle ait accepté un moratoire jusqu'à la fin de l'année.

La France dans la crise sanitaire

La crise sanitaire : un révélateur de la France déclassée (Pierre Vermeren)

La France, 5e ou 6e puissance économique mondiale, est un pays déclassé alors que l'Asie est à la pointe de la réactivité industrielle et de la lutte contre l'épidémie. Elle est devenue un pourvoyeur de subventions et de rentes grâce à sa fiscalité et son endettement.

Depuis les années 60-70, la France avec la désindustrialisation et la dérégulation financière, malgré l'intensification des crises sociales, a écarté ses grands corps d'ingénieurs au profit des diplômés de l'ENA et de sciences po convertis à l'économie libérale. La France ne produit plus assez d'équipements de santé et de médicaments, ce qui a conduit au délabrement de l'hôpital public alors que le budget santé est, en pourcentage du PIB, équivalent à celui de l'Allemagne. Aujourd'hui l'État ne repose plus que sur 3 solides piliers : les communicants, le ministère de l'intérieur, et quand la communication ne suffit plus, la bureaucratie avec les ordonnances.

La pratique administrative française a été subvertie par une insupportable doxa (Arnaud Teyssier)

Certains voient dans la crise sanitaire la preuve de l'impuissance de l'État, d'autres au contraire celle de son utilité. Avant le Covid, la crise hospitalière était un phénomène social parmi d'autres. Nous découvrons que les trains, les métros peuvent s'arrêter, mais pas l'hôpital. Nous redécouvrons l'utilité des agents de l'État ainsi que de nombreux travailleurs du privé souvent de condition modeste. Des méthodes de management anglo-saxonnes ont été transposées dans l'administration française, avec le morcellement des responsabilités : le citoyen est un client et les services publics des prestations.

La maîtrise des dépenses publiques a suscité, par manque de courage, des choix faciles sacrifiant les investissements préparant l'avenir. La méthode du raboutage a prévalu sur les arbitrages cruciaux concernant l'ensemble des prestations sociales car la société a changé et la population vit plus longtemps. L'exemple des masques est significatif, en passant en quelques années de la constitution de stocks stratégiques à une optimisation des moyens entre une multiplicité d'acteurs publics et privés dans un contexte de dénonciation d'une supposée gabegie hospitalière. Les jours calmes sont trompeurs et doivent être mis à profit pour armer la démocratie et se préparer aux tempêtes à venir. Il faut tirer les leçons de cette crise sans sacrifier les missions de l'État, sinon la société implosera.

Nos ratés face au Covid n'ont aucun rapport avec un manque de fédéralisme (Pierre Steinmetz)

L'échec ou le succès d'un pays face à la crise sanitaire est sans lien avec le fédéralisme et réclamer à ce titre une relance de la décentralisation n'est pas sérieux. La force de l'Allemagne c'est l'état du pays et de ses équipements, de sa culture, de sa capacité à investir dans la santé publique et à répondre aux besoins. Elle a paradoxalement plus recentralisé son action contre les épidémies que certains États fédéraux, de même l'Espagne, l'Italie et la Belgique.

L'échec tient aussi à la rapidité explosive de propagation de l'épidémie à partir d'événements locaux comme celui de Mulhouse avec la réunion évangélique. Le succès c'est enfin la qualité des décisions politiques à l'exemple de la Vénétie qui a pris une bonne décision contrairement à la Lombardie. Des considérations politiques sont aussi présentes comme en Hongrie.

Le déconfinement en France

Différencier le déconfinement, l'individualiser ?

L'après 11 mai : le post déconfinement en dentelle (Contribution de Joseph Douillard et Michel Jouvot)

Le plan de déconfinement pour l'après 11 mai est celui de la dentelle tant au niveau des déplacements avec les départements en vert (« les zones libérées ») et les départements en rouge (« les zones occupées ») que des écoles, des collèges et des lycées. Nous sommes appelés à un travail d'orfèvre auquel nous sommes peu habitués. C'est un changement culturel important, imposé par la crise sanitaire, dans un État où l'égalitarisme des normes est la règle. C'est l'éloge de la différence avec les inévitables comparaisons et sûrement les jalousies dont les Français sont friands : pourquoi eux et pas nous ?

L'obsession française pour l'égalité entrave la lutte contre le Covid 19 (Philippe D'Iribarne)

Le gouvernement a accepté des adaptations à sa stratégie de sortie du confinement, mais aller plus loin est difficile dans une France de l'égalitarisme alors que l'hétérogénéité territoriale de l'épidémie est évidente. La prise en compte de cette diversité heurte le principe d'égalité de la révolution française pour que tous les hommes soient traités également mais en détournant le regard de ce qu'ils sont réellement. Cela rend difficile l'analyse du rôle des différentes façons d'agir du virus qui circule inégalement selon les territoires mais aussi de celui d'événements locaux comme le rassemblement des évangélistes à Mulhouse. Entre gestion réaliste de l'épidémie et respect du principe d'égalité, les gouvernants sont confrontés à une tâche quasi impossible pouvant expliquer la nécessité de faire appel au civisme des Français.

Non à la discrimination des seniors (Marie de Hennezel-Jean-Michel Delacomptée)

La réclusion de tous les seniors (65 ou 70 ans ?) jusqu'à une date lointaine n'aurait ni légitimité morale ni juridique. Un critère d'âge n'a aucun sens pour appréhender la vulnérabilité d'une personne. Pour Claude Lévi-Strauss, l'âge serait un concept pervers assimilable à une discrimination apparentée au système de caste. Le maintien du confinement ne peut reposer que sur la base de l'adhésion et la responsabilité personnelle. Les seniors, mesurant leurs fragilités, respecteront d'autant plus les gestes barrières et les mesures d'hygiène.

Covid : 1er ennemi déclaré de la génération inoxydable (Monique Dagnaud)

Il était impossible d'imposer le confinement au-delà du 11 mai à la génération 68 qui lutta contre les discriminations de tous ordres et contribua à la libération des mœurs. Cette génération a produit la figure sociale renouvelée du grand-parent assurant un rôle aidant et sécurisant auprès des siens. Elle a aussi investi bénévolement le tissu associatif ou civique aujourd'hui très vivaces ; elle jouit, bien que majoritairement à la retraite, d'une réelle influence dans la société.

Déconfiner sans 2e vague

- avec une approche centrée sur le patient (Renaud Piarroux et Bruno Riou)

Il faut privilégier la détection des cas de contamination, analyser les données et proposer des solutions individuelles reposant sur la confiance avec des ressources locales échangeant leurs pratiques. Ceci impliquera tous les professionnels de la santé, les travailleurs sociaux, les structures hôtelières pour isoler les patients.

- avec un service civique covid auprès des plus vulnérables (Annabelle Desgrées du Lou)

3 millions d'étudiants de l'enseignement supérieur ne reprendront pas leur cours avant septembre. Pourquoi ne pas remplacer ce temps « mort » avec un service civique auprès des plus vulnérables.

Comprendre pourquoi certains ont le réflexe de fuir quand d'autres sont dans le déni (Steven Taylor)

Le nombre de personnes indirectement touchées par une pandémie est plus grand que celui des personnes infectées. L'expertise psychologique est un levier de santé publique avant, pendant et après l'épidémie. Les personnes « habitées d'émotions négatives » développeront davantage une forte anxiété que celles « habitées d'émotions positives » : le port du masque peut être perçu comme rassurant ou faire peur. Ce sont les émotions, les croyances, les attentes de la population qui feront que l'épidémie sera contenue ou non.

La distanciation, les masques et les tests

Maintenir la distance : tristesse à venir d'une société sans contact ? (Fabienne Martin-Juchat)

Dans nos sociétés, les rites de politesse ont un rôle essentiel pour éviter l'inquiétude d'être agressé par l'autre. Il a fallu des siècles d'éducation pour y parvenir avec des rites intériorisés par nos sociétés. Avec la peur d'être contaminé, nos règles sont bouleversées. Basculerons-nous dans une société technologique avec une socialité sans corps, cachés derrière des écrans au prix de la disparition de la tendresse ? Pour y pallier, il faudra réinventer de nouveaux comportements exprimant sympathie et confiance sans contact physique.

Face au confinement, nos objets familiers sont un soutien et un réconfort (François Cheng)

Le confinement contient l'adverbe finement qui veut dire penser ou faire des choses avec finesse. Reconnaissons dans cette période inédite que nous sommes des apprentis devant sans cesse améliorer, avec lucidité et finesse, notre approche de la vie. D'abord dans le rapport aux choses qui nous entourent. Il fut un temps où on les gardait longtemps. Avec l'avènement du jetable, nous ne leur portons plus ni attachement ni affection. Le confinement c'est l'occasion de nous les réapproprier car elles sont porteuses de souvenirs nous rappelant que la vie n'est pas forcément un gâchis.

Notre rapport aux êtres est plus complexe car le confinement recommande de garder une distance y compris avec nos proches. Notre affection s'exprime par des paroles et gestes démonstratifs : en vase clos c'est difficile et peut dégénérer en violence. Pour Confucius, le rite du respect mutuel fondé sur la distance juste rend durable un attachement profond ; dans le lien conjugal il faut considérer son conjoint comme un hôte d'honneur. Le rapport avec soi-même est tout aussi complexe avec la peur de se trouver seul ainsi que le regrettait Pascal déplorant que « tout le malheur des hommes vient d'une seule chose, qui est de ne pas savoir demeurer en repos dans une chambre ». Pourtant, la « chambre », chargée de notre passé avec ses moments joyeux ou non, est une incitation à méditer le présent bouleversé par la crise actuelle : il y a un futur à préparer.

Pourquoi attendre des femmes qu'elles cousent des masques gratuitement ? (Agnès Ranc)

En économie de guerre, les ouvrières textiles étaient payées. Aujourd'hui les femmes sont bénévoles et deviennent des travailleuses essentielles non rémunérées ! Cela ne relève plus de la solidarité face à l'urgence mais de l'industrialisation du bénévolat. Coudre des masques à la chaîne, c'est fatigant. Le savoir-faire, le travail ne valent-ils donc rien ? Cela renvoie au fantasme de la ménagère qui est là pour aider. Ce glissement de l'élan de solidarité au travail gratuit met en danger une profession mal reconnue mais comme beaucoup d'autres : « couturières, aides-soignantes, caissières... même combat ? ». À Lille, des couturières professionnelles, rémunérées même si c'est modique, le font sur commande de la mairie. De même à Bordeaux un entrepreneur local organise « une usine » de fabrication de masques avec des couturières rémunérées au SMIC.

Une stratégie de double test pour relancer l'économie (Éric Muraille, Jean-Philippe Platteau, Mathias Dewatripont et Michel Goldman)

L'utilisation du double test virologique et sérologique permettrait de s'assurer que les individus immunisés (test sérologique) ne sont plus porteurs du virus (test virologique). Seuls ceux qui sont positifs pour le test sérologique et négatifs pour le test virologique reprendraient le travail avec une relance progressive de l'économie sans rebond épidémique. Ce double test pourrait être ciblé sur les professionnels de la santé et ceux des emplois essentiels.

Le tracing : la controverse

Avec l'application StopCovid se donner les moyens d'éviter une seconde crise sanitaire (collectif Inria)

Le contrôle de la transmission du virus peut être obtenu avec moins de contraintes en recourant à de nouveaux moyens technologiques. La stratégie est d'identifier et d'isoler les cas contagieux, de retracer leurs contacts et les isoler à leur tour s'ils sont contagieux. StopCovid ne sera pas un miracle mais un

complément des autres mesures. Les interrogations suscitées ne doivent pas conduire à écarter cette application si elle est encadrée.

Le Tracing avec l'application StopCovid

- un danger pour nos libertés (Claire Gerardin)

Il y a un risque que le contrôle des citoyens, qui ne devrait être qu'exceptionnel, soit transposé dans le droit commun. On pourrait identifier les individus auteurs de comportements inciviques et les pénaliser. C'est un prélude à une surveillance qui n'est un idéal pour aucun régime démocratique.

- un projet désastreux piloté par des apprentis sorciers (Antonio Casilli Paul-Olivier Dehaye et Baptiste Soufron)

Il faut renoncer à un outil de surveillance enregistrant toutes les interactions humaines, imposé à tous avec l'ombre d'intérêts privés et politiques. Même si toutes les garanties étaient réunies (données anonymes, consentement...), l'application serait exposée au danger du siphonnage des données privées comme en 2018 avec l'affaire Cambridge Analytica pour des milliers de comptes Facebook.

Les paradoxes de l'application StopCovid (David Bounie, Winston Maxwell, Xavier Vamparys)

Pourquoi lancer une application obligatoire mais suscitant une défiance légitime ? Il faudrait un taux d'adoption supérieure à 60 % pour que l'application soit efficace. En cas de contamination d'une personne, pour éviter toute fausse alerte, un professionnel de santé devrait la déclencher mais sommes-nous toujours dans le volontariat ? Faut-il compter sur la confiance des citoyens pour que le dispositif soit adopté ? Cette confiance dépendra de la finalité de l'application, de son anonymat et d'une date ferme de fin de traçage. Elle dépendra aussi d'un encadrement juridique précis et d'un contrôle soumis à une commission indépendante.

Le règlement européen général sur la protection des données (RGPD) est absurde (Thierry Klein)

Quand on surfe sur le Web on accepte tous les cookies proposés. Comme on n'a pas le temps de les sélectionner on les accepte sans sourciller et la situation est inchangée par rapport à avant. Le RGPD est illusoire vis-à-vis des applications de pays tiers qui passeront outre. L'utilisation d'un tracing obligatoire serait liberticide.

L'État doit en sortir par le haut en inventant la démocratie numérique des données. (Philippe Delmas)

La technologie améliore la vie quotidienne mais, avec Cambridge Analytica ou les révélations d'Édouard Snowden, la méfiance grandit. La géolocalisation est massivement utilisée avec des milliers d'applications qui la proposent, notamment pour la circulation automobile. L'État doit donner des gages pour montrer qu'il n'est ni naïf ni prêt à tout au nom de l'efficacité numérique. Les pistes abondent : rendre obligatoire les avis de la CNIL, confier à une autorité indépendante la seule détention de nos données...

Une révision constitutionnelle pour une charte du patrimoine commun des données numériques

(Jean-François Husson et Robin Reda)

Déjà, un certain nombre de données fiscales, sociales et bancaires font l'objet d'un traitement par l'État. Google risque de devenir une gigantesque entreprise de santé car c'est un domaine d'activité utile où il y a beaucoup d'argent à gagner. Le moment est venu d'établir notre souveraineté numérique avec un État garant du respect de nos droits sur nos données. Ce serait l'objet d'une révision constitutionnelle pour instaurer une charte du patrimoine commun numérique pour protéger nos données.

Les vieux

On ne peut pas sacrifier les jeunes et les actifs pour sauver les vieux (Emmanuel Todd)

On ne peut pas sacrifier la vie des jeunes et des actifs pour sauver les vieux. La vitalité d'une société se mesure par sa capacité à enfanter plutôt qu'à sauver ses personnes âgées, même si ça peut être un impératif moral. La France, l'Angleterre ou la Suède ont des taux de reproduction démographique raisonnables, contrairement à l'Allemagne et au Japon. La carte de France de l'épidémie dessine une France bousculée par les crises industrielles ou migratoires. La destruction de l'hôpital et la négligence de

nos élites face au risque épidémiologique est responsable de la situation actuelle. Ni le libéralisme ni le socialisme ne peuvent assurer la sécurité des citoyens sans appareil industriel. Pour compter demain sur nos usines, il faut retrouver la capacité de création monétaire, se libérer de l'euro et de la dette par un défaut partiel de celle-ci.

L'épidémie montre aussi que les gens n'ont pas des utilités sociales équivalentes et que ce sont les métiers mal reconnus qui ont été essentiels pour faire face à l'épidémie. Nous saurons que le monde a changé quand ceux qui nous ont mis dans ce pétrin seront devant un tribunal. La société française a besoin de morale mais il n'y a pas de morale sans punition, d'autant qu'il existe un vrai risque d'explosion sociale. Si on s'y refuse, l'étape suivante sera la guerre civile.

Covid : la réanimation jusqu'à quel âge ? (Hasting Center Larry R. Churchill Miller Véronique Fournier)

Il serait légitime que les personnes âgées utilisent avec parcimonie les ressources sanitaires disponibles compte tenu de leur rareté. L'éthique doit être évolutive aux différents âges, pour ne plus être au-delà de 75 ans un poids pour le système de santé. Ce n'est pas une question de sacrifice mais de justice intergénérationnelle, d'autant qu'une personne âgée supporte moins bien une réanimation si son organisme est fatigué par des comorbidités. Il peut être admis que le droit de tous les patients de recevoir les traitements les plus indiqués soit limité à condition de fournir des soins palliatifs adéquats.

Nos aînés seront mieux protégés des futures pandémies s'ils vieillissent chez eux (Monique Boutrand)

L'impact de l'épidémie dans les établissements accueillant des personnes âgées (880 000 en 2017 dont 609 000 en EPHAD) est inquiétant. L'objectif qu'elles soient mieux protégées qu'à domicile est à questionner. Dans un rapport remis en 2013, Luc Broussy, expert du vieillissement, préconisait de donner la priorité au maintien domicile. À ce titre, le Danemark a interdit en 1987 la construction de nouvelles maisons de retraite. À cette date, seulement 17 % des plus de 85 ans vivaient en établissement, en revanche des logements adaptés, notamment pour les personnes handicapées, ont été construits en grand nombre.

La crise sanitaire : une manière technicisée d'intervenir pour les seniors (Alice Casagrande)

On vante le progrès médical technicisé en se focalisant sur la réanimation au détriment de sa dimension humaine. Nous parlons des personnes âgées avec sollicitude, jamais de ce qu'elles peuvent apporter. Elles sont maintenues dans une posture passive de bénéficiaires d'aide alors qu'elles sont capables d'autonomie. Nous ne savons que faire de nos vieux. Alors, contrairement à d'autres pays, le recours aux maisons de retraite et aux EHPAD est massif. Notre rapport avec la dépendance et la dégradation du corps est angoissé et c'est une réalité difficile à regarder. On appréhende mal la réalité en se centrant sur les vieux très dépendants qui ne représentent que 10 %. Avec l'épidémie, une sympathie pour les EHPAD s'est installée. On annonce un grand plan pour l'hôpital public et pas pour les EHPAD : la sympathie a ses limites. En France, leur voix est peu puissante dans le débat démocratique contrairement à d'autres pays. Il en est de même des personnes handicapées. La crise pourrait modifier nos rapports intergénérationnels si on arrête de voir nos aînés comme des bénéficiaires de services et d'aides.

(*)

Penser par nous même https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/03/200327_Contrib_Jouvet.pdf

Glanage 1 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200406_Contrib_Jouvet.pdf

Glanage 2 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200414_Contrib_Jouvet.pdf

Glanage 3 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200421_Contrib_Jouvet.pdf